

LA FIN DU CESSEZ-LE-FEU LAISSE-T-ELLE ENCORE UNE PERSPECTIVE DE PAIX AU SRI LANKA ?

*Par André BURSTIN,
Directeur du Département Asie*

1. Introduction

Le mercredi 2 janvier dernier, le gouvernement sri-lankais dénonçait l'accord de cessez-le-feu conclu le 22 février 2002 avec les Tigres de libération de l'Eelam Tamoul (Liberation Tigers of tamil Eelam - LTTE) grâce à la médiation de la Norvège¹. La mission de surveillance de l'accord a ainsi mis un terme à ses activités le 16 janvier², date officielle de la reprise des combats. Près de six ans après sa mise en œuvre, il faut pourtant constater que le cessez-le-feu n'a jamais réussi à imposer une paix durable dans ce pays déchiré par 25 ans de guerre civile. En juillet 2006, l'armée sri lankaise lançait déjà une vaste offensive pour chasser les Tigres tamouls de leurs bastions de l'est du pays. Les combats se sont poursuivis depuis de manière ininterrompue, sans qu'aucune des parties ne renonce officiellement au cessez-le-feu, de peur d'en assumer la responsabilité face à la communauté internationale

C'est une série d'attentats-suicides et d'assassinats perpétrés au cours de l'année 2007 qui a offert au gouvernement la possibilité d'annoncer la reprise de la guerre, tout en en rejetant la responsabilité sur le LTTE. La mort de quatre militaires dans l'explosion d'une bombe au passage d'un bus au centre de Colombo en a été la justification³. Cette décision a toutefois provoqué la consternation de la communauté diplomatique à Colombo, qui craint que le pays ne retombe dans l'état de chaos dans lequel il se trouvait il y a dix ans. La fin officielle du cessez-le-feu aura ainsi été marquée par un attentat perpétré contre un bus, causant la mort de 23 civils à Buttala, à 240 km au sud-est de Colombo⁴.

Nous essayerons dans ces pages de retracer l'histoire du conflit et d'en expliquer les causes profondes. Nous analyserons la manière dont les deux camps instrumentalisent l'identité et la religion des différentes communautés sri lankaises pour justifier la guerre. Après avoir fait un point sur les atrocités commises de part et d'autre et sur les efforts déployés par la

¹ « Government takes a policy decision to abrogate failed CFA », Ministry Of Defence, public, security, law and order, 02/01/2008.

² SLMM Statement, 03/01/2008.

³ « Sri Lanka/Terrorisme : l'armée sri-lankaise visée par un attentat au cœur de Colombo », ESISC, 02/01/2007.

⁴ « Sri Lanka/Terrorisme : un attentat meurtrier marque la fin officielle du cessez-le-feu », ESISC, 16/01/2007.

communauté internationale pour rétablir la paix, nous tenterons de voir si la reprise de la guerre totale laisse encore une perspective de règlement d'un conflit qui a déjà fait plus de 70.000 et jeté des centaines de milliers de civils sur les chemins de l'exil.

2. Cadre historique : de l'indépendance à la guerre civile

Ancienne colonie de la Couronne britannique, l'île de Ceylan a obtenu son indépendance le 4 février 1948, sans véritable lutte. Dès cette époque, les nouvelles structures politiques mises en place à Colombo favorisèrent l'escalade des tensions entre les différentes composantes ethniques du pays, principalement les Cinghalais et les Tamouls. Sur base d'un passé historique et religieux revisité, des partis nationalistes s'étaient en effet créés dès les années 30. La mise en avant de textes bouddhistes du V^{ème} siècle permit ainsi aux Cinghalais de revendiquer la possession exclusive de l'île⁵. Du côté tamoul, les nationalistes mirent en avant l'histoire de l'ancien royaume hindouiste de Jaffna, maître du nord de l'île au XIII^{ème} siècle⁶. Après l'indépendance, la confrontation de ces deux nationalismes aboutit à des tensions qui culminèrent avec l'adoption du cinghalais comme langue nationale unique en 1956. Des compromis négociés ensuite entre les deux communautés ne se concrétisèrent jamais, et en 1972, la majorité cinghalaise obtenait sous le gouvernement de Sirimavo Bandaranaike, le changement du nom de Ceylan en République démocratique socialiste du Sri Lanka⁷.

Les rivalités ethniques et religieuses ont donc influencé la politique sri lankaise depuis l'indépendance. Ce sont toutefois des problèmes économiques qui furent à l'origine des premières violences. En 1948, les fondements de l'économie sri lankaise étaient sains. Le pays bénéficiait en effet des revenus de l'exploitation de la noix de coco, du caoutchouc, du café et du thé, héritage britannique. D'abord investis dans l'éducation et la santé, ces revenus permirent de soutenir la croissance démographique. A partir d'un certain point, l'augmentation de la population et la mauvaise gestion des ressources conduisirent néanmoins à une pénurie d'emplois et à une crise sociale. Au nord et à l'est du pays, régions majoritairement tamoules, cette crise déboucha sur l'éclatement d'un conflit entre la majorité de la population et ses élites, très éduquées et proches du gouvernement de Colombo. De même, des projets de développements territoriaux du Nord menacèrent de bouleverser l'équilibre foncier⁸ et créèrent un fort ressentiment. De là naquirent plusieurs mouvements d'obédience marxiste ou maoïste, dont est issu le LTTE, fondé en 1976 par Velupillai Pirabhakaran⁹.

Au centre et au sud du pays, des problèmes économiques similaires provoquèrent la naissance d'un mouvement armé nationaliste cinghalais d'extrême gauche, la Janata Vimkuthi Peramuna (JVP - front de libération du peuple), créée en 1965¹⁰. Face à cette menace, le gouvernement adopta des lois réservant des avantages exclusifs aux Cinghalais. Les tensions sociales prirent alors un caractère ethnique, responsable de l'escalade de la violence dans les années 70. En juillet 1983, des émeutes anti-tamoules à Colombo suivirent la découverte des corps de treize soldats sri lankais dans la péninsule de Jaffna¹¹. En réaction, le LTTE et d'autres mouvements tamouls déclenchèrent la guerre civile pour obtenir la création d'un Etat indépendant. Le LTTE s'est toutefois écarté de ses revendications

⁵ Tessa J. Bartholomeusz, Chandra Richard De Silva (dir.), *Buddhist Fundamentalism and Minority Identities in Sri Lanka*, State University of New-York Press, 1998.

⁶ A. Jeyaratnam Wilson, *Sri Lankan Tamil nationalism: Its Origins and Development in the 19th and 20th Centuries*, UBC Press, Vancouver, 1999, p.14.

⁷ Deborah Winslow & Michael D. Woost (eds.), *Economy, Culture, and Civil War in Sri Lanka*, Indiana university Press, 2004, p.6.

⁸ Jonathan Spencer (dir.), *Sri Lanka History and the Roots of Conflict*, Routledge, 1990, p. 1

⁹ Jean-Marc Balencie & Arnaud de la Grange, *Les nouveaux mondes rebelles*, Michalon, 2005, p.375

¹⁰ Ibid., Jonathan Spencer p. 19.

¹¹ Ibid., Jean-Marc Balencie & Arnaud de la Grange, p.371.

originelles, adoptant un culte de la personnalité et abandonnant la lutte des classes au profit d'une idéologie raciale. Le tigre est ainsi emprunté à l'empire médiéval indien Chola, apogée de la culture tamoule. La vénération de la violence est inspirée du Mouvement national dravidien, créé au Tamil Nadu dans les années cinquante. Ce mouvement révérait la culture martiale des castes militaires du sud de l'Inde, qui exaltait le martyr et la vengeance¹².

3. Aux racines du conflit : la construction d'une idéologie nationale

Nous l'avons vu, l'identité nationale et religieuse joue un rôle considérable dans le conflit sri lankais. Les nationalistes de chaque communauté interprètent en effet des traditions historiques ou des textes anciens pour présenter l'autre comme étant l'ennemi séculaire. De plus, chacun joue sur l'inquiétude des minorités ; minorité tamoule et hindouiste au Sri Lanka contre minorité cinghalaise et bouddhiste face à l'ensemble du monde hindouiste. Les deux camps jouent donc sur ce sentiment d'être assiégés pour justifier une guerre présentée comme défensive. Cela explique notamment le soutien offert par le clergé bouddhiste aux opérations militaires menées par le gouvernement sri lankais, défenseur de la religion face à l'hindouisme. Enfin, la confrontation de ces deux nationalismes religieux ne doit occulter l'existence d'autres communautés, les musulmans, les chrétiens, et les « Tamils Indian », ou « Hill country Tamils », populations originaires de l'Inde et engagées à l'époque coloniale pour travailler dans les plantations du pays¹³.

a. L'identité cinghalaise

Originaires du Nord-est de l'Inde, les populations cinghalaises seraient arrivées au Sri Lanka dès le VI^{ème} siècle avant Jésus-Christ. Elles parlaient à l'époque une langue indo-aryenne apparentée au sanskrit et au Pâli. Leur conversion au bouddhisme se serait effectuée sous l'influence de l'empire Maurya, au III^{ème} siècle avant Jésus-Christ. Les formes actuelles de l'identité cinghalaise ne remontent toutefois qu'à la période coloniale, à l'époque de la popularisation des études orientales et de la redécouverte du sanskrit. Dans les années 30, la conscience nationale transcenda ainsi les identités locales, régionales ou de castes, autrefois prédominantes. C'est en 1931 qu'apparut pour la première fois la notion exclusive de cingalais bouddhiste, étendard du mouvement nationaliste Dharmapala. Ce mouvement aura donc réussi ce que jamais la bourgeoisie n'avait pu faire, associer la masse de la population du centre et du sud du pays à une « nation cinghalaise »¹⁴.

La politique appliquée à partir de 1948 s'inscrivait dans la continuité du pouvoir colonial. L'anglais fut conservé comme langue nationale, et le Parlement était contrôlé par une élite occidentalisée. Un fossé électoral ne tarda toutefois pas à se creuser entre cette élite et la majorité de la population. Proches des idées d'Anagarika Dharmapala, les nationalistes cinghalais du People's United Front s'emparèrent du pouvoir en 1956 en promettant de « rendre leurs places légitimes au bouddhisme et à la langue singhalaise. » C'est dans le même esprit que fut inscrit en 1972 dans la constitution un article donnant la première place au bouddhisme et précisant « qu'en conséquence, le devoir de l'Etat est de protéger et de favoriser le bouddhisme¹⁵. » Un stéréotype ancré en Occident considère que le bouddhisme est une religion pacifique. La situation sri lankaise démontre toutefois qu'il a servi de fondement à une idéologie militaire, justifiée par la nécessité de protéger la religion.

¹² Eric Paul Meyer, *Une histoire de l'Inde, les Indiens face à leur passé*, p. 104.

¹³ Ibid., Jonathan Spencer, p.10.

¹⁴ Id., p.76.

¹⁵ « The Republic of Sri Lanka shall give to Buddhism the foremost place and accordingly it shall be the duty of the State to protect and foster the Buddha Sasana, while assuring to all religions the rights granted by Articles 10 and 14(1)(e). », *The constitution of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka*, Chapter II, art. 9.

b. L'identité tamoule

Si certains historiens tamouls prétendent que les Tamouls forment la population originale du Sri Lanka, leur présence permanente sur l'île n'est réellement attestée qu'à partir du XI^{ème} siècle. Au plus fort de l'influence de l'empire Chola, sous le règne de Rajendra Chola 1^{er}, les armées tamoules envahirent en effet l'île et capturèrent le roi cinghalais Mahinda V¹⁶. A partir de là, l'existence d'une communauté tamoule au Sri Lanka sera fortement conditionnée par les capacités d'interventions des armées de l'Inde méridionale. Au XIII^{ème} siècle, un nouveau royaume tamoul s'établit ainsi au nord de l'île à partir de la péninsule de Jaffna, d'abord sous l'autorité du roi Magha, originaire de Kalinga, à l'est de l'Inde, puis comme vassal de l'empire Padyan. De cette période date l'immigration massive des Cinghalais vers le sud de l'île et la prédominance des Tamouls au Nord.

C'est ce pays tamoul qui a fourni la majorité des cadres locaux durant la période coloniale. Le colonisateur s'appuya en effet sur la principale minorité nationale pour imposer son autorité. A partir de cette période, de nombreux tamouls éduqués - avocats, fonctionnaires, médecins, etc. - trouvèrent de l'emploi dans différents endroits de l'empire colonial britannique, notamment en Inde, en Malaisie ou à Singapour. Cette classe éduquée forme aussi la base de la diaspora tamoule moderne, principalement répartie entre les Etats-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France. Cette diaspora est, par ailleurs, devenue l'une des principales ressources du LTTE, dont une division spéciale est chargée d'organiser le racket des communautés établies à l'étranger.

c. Pris entre deux feux ; les musulmans et les « Indian Tamils »

Si les Cinghalais et les Tamouls constituent les deux principales communautés sri lankaises, 8,5% de la population se revendique comme appartenant à la communauté musulmane. D'origine indienne et de langue tamoule, les musulmans sri lankais sont d'origines ethniques diverses, et entretiennent depuis des siècles des liens commerciaux et familiaux avec l'Asie du Sud-est. S'ils ont pris part à de violents affrontements contre des Cinghalais au début du XX^{ème} siècle, la majorité d'entre eux tente aujourd'hui de rester à l'écart du conflit et s'opposent à une partition de l'île. Chassés de leurs terres de l'est de l'île par le LTTE, de nombreux musulmans se sont ainsi réfugiés sous la protection du gouvernement de Colombo. L'affichage ethnico-religieux pratiqué par les autres communautés a toutefois provoqué un repli identitaire chez une partie des musulmans. On a ainsi constaté une multiplication des mosquées et l'apparition de femmes voilées dans plusieurs endroits du pays. Une minorité radicale revendique ainsi la création d'un Etat islamique indépendant sur les côtes orientales de l'île¹⁷.

Par ailleurs, il existe également une communauté tamoule vivant au sud du Sri Lanka, en territoire majoritairement cinghalais. Les « Indian Tamils » ou « Hills country Tamils » sont venus d'Inde à partir du XIX^{ème} siècle pour travailler dans les grandes plantations. Provenant de diverses castes du sud de l'Inde, ils ont été considérés comme des étrangers dès l'indépendance. L'une des premières décisions du gouvernement sri lankais de 1948 fut de priver ces populations de leur droit de vote¹⁸. Les élites de Colombo craignaient en effet que leur vote ne se reporte massivement vers des partis d'extrême gauche et ne menace ainsi leur pouvoir. Rejetés par la majorité cinghalaise, ils n'obtinrent jamais l'appui des Tamouls du Nord et de l'Est, qui les considéraient tout autant comme des étrangers. Suite à des fortes pressions indiennes, le gouvernement leur accorda finalement la pleine citoyenneté dans les années 80.

¹⁶ Ibid., A. Jeyaratnam Wilsons.

¹⁷ Marc Gaborieau, *Un autre islam, Inde, Pakistan, Bangladesh*, col. Planète Inde, Albin Michel, 2007, p.260.

¹⁸ Ibid., Jonathan Spencer, p.10.

4. Descente aux enfers : guerre totale et terrorisme

La guerre civile sri lankaise constitue l'un des conflits les plus meurtriers du monde. Le LTTE, qui tente de s'imposer comme l'unique représentant de la cause tamoule, dispose en effet d'un appareil logistique considérable, longtemps soutenu par des bases au sud de l'Inde et par un réseau international de contrebande particulièrement efficace. Dans sa lutte pour l'indépendance de l'Eelam tamoul, il ne se contente pas de combattre l'armée sri lankaise, mais s'attaque à toutes les voies dissidentes dans sa propre communauté. Le ministre de la Protection social, Douglas Devananda, ancien combattant de l'Eelam Revolutionary Organizers (EROs), **ayant** abandonné la lutte armée en 1987, a ainsi échappé à plusieurs tentatives d'attentats-suicides. Le 28 novembre dernier, une femme atteinte de poliomyélite se faisait ainsi exploser devant les bâtiments du ministère de l'Aide publique et sociale¹⁹.

Depuis 1987, les attentats-suicides sont en effet devenus un élément majeur de la stratégie du LTTE. Le 5 juillet de cette année, le « capitaine » Miler déclençait l'explosion de son camion sur une base militaire de Jaffna, causant la mort de 40 soldats. Depuis, les « tigres noirs » se sont rendus coupables d'une centaine d'attentats-suicides contre des installations militaires et des cibles stratégiques et symboliques du pays. L'État-major des forces de sécurité (Joint Operation Command), la Banque centrale et le World Trade Center de Colombo, l'aéroport international de Katunayake et le Temple de la Dent sacrée du Bouddha de Kandy, centre du bouddhisme cinghalais, furent ainsi victimes du terrorisme tamoul. L'action la plus spectaculaire du LTTE reste néanmoins l'assassinat du Premier ministre indien Rajiv Gandhi, tué en pleine campagne électorale par l'explosion d'une kamikaze, le 21 mai 1991.

Selon les estimations les plus récentes, les « tigres noirs » compteraient actuellement 404 membres, dont 312 hommes, « les griffes des tigres », et 92 femmes, « les oiseaux de la liberté »²⁰. Ossature de l'organisation militaire du LTTE, ils se trouvent toujours en première ligne des attaques contre des postes de l'armée. Fanatisés à l'extrême, ils recherchent délibérément la mort et constituent de ce fait une menace terrible pour les militaires. L'armée reconnaît elle-même son impuissance à arrêter une femme ou un homme décidé à mourir en martyr et équipé d'une ceinture explosive. Depuis la rupture du cessez-le-feu de 2002, les tigres noirs ont à nouveau perpétré 17 attentats. En dépit de tous les efforts déployés par l'armée, cette unité constitue donc certainement la plus grave menace pour la sécurité du Sri Lanka.

Le LTTE est l'un des groupes terroristes les plus dangereux et les plus fanatisés au monde ; les actions de l'armée sri lankaise s'attirent néanmoins également la réprobation internationale. L'offensive militaire lancée contre les bastions tamouls de l'Est pendant l'été 2006 a eu d'importantes répercussions humanitaires, provoquant la fuite de plus de 40.000 civils en moins d'une semaine. Les populations sont donc tenaillées entre l'armée et le LTTE, qui pourchasse les villageois jusque dans les églises pour les enrôler de force. En dépit de promesses faites à l'Organisation des Nations unies par le gouvernement sri lankais, le Haut commissariat des Nations unies aux réfugiés (UNHCR), le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et les nombreuses organisations non-gouvernementales ont lancé dès 2006 un appel désespéré à la cessation immédiate des combats. En décembre dernier, le « Directorate of Defence Trade Controls » américain a ainsi annoncé qu'il suspendrait ses exportations de

¹⁹ « Sri Lanka/LTTE : 2 attentats suicides ensanglantent Colombo », ESISC, 28/11/2007

²⁰ R. Ramasubramanian, « Suicide Terrorism in Sri Lanka », *IPCS Research papers*, 5, Institute of Peace and Conflict Studies, New Delhi 08/2004.

matériels militaires à destination du Sri Lanka, tant que Colombo n'aura pas amélioré la situation des Droits de l'homme dans le pays²¹.

5. Efforts internationaux : force d'interposition indienne et médiation scandinave

En juillet 1987, le gouvernement de Colombo signa un accord avec l'Inde, prévoyant d'octroyer une certaine autonomie au nord du Sri Lanka. Longtemps, New-Delhi a accepté d'accueillir et de soutenir les militants tamouls ; après quatre ans de guerre civile, l'Inde n'est plus prête à supporter une telle situation d'instabilité face à ses côtes méridionales. Pour faire respecter l'accord, l'Inde déploya une force d'interposition, l'IPKF (Indian Peace Keeping Force), s'attirant toutefois le ressentiment des extrémistes des deux camps. Les troupes indiennes durent donc faire face au harcèlement des combattants tamouls. C'est notamment en réaction à la présence de l'IPKF que le LTTE adopta la stratégie du terrorisme kamikaze²². Par ailleurs, les ultranationalistes marxistes cinghalais du JVP s'attaquèrent à tous les partisans de l'accord de paix dans leur communauté.

L'IPKF s'est finalement retirée du Sri Lanka en 1989, à la demande du nouveau président sri lankais Ranasinghe Premadasa, le candidat de l'United National Party. Ce dernier espérait en effet conclure un accord de paix avec le LTTE s'il obtenait le départ des troupes indiennes. Il perdit toutefois la vie le 1er mai 1993 dans un attentat-suicide. Après sa mort, le Sri Lanka connut une alternance entre les affrontements et les cessez-le-feu, avant de retomber dans la guerre totale. Plusieurs organisations humanitaires présentes sur le terrain ont estimé qu'un million de personnes avaient été déplacées au cours de cette période.

Dès le début de l'année 2000, le gouvernement norvégien s'impliqua dans la recherche d'une solution négociée au conflit. Un accord de cessez-le-feu fut ainsi signé le 22 février 2002 entre le Premier ministre sri lankais Ranil Wickremesinghe et le chef du LTTE, Velupillai Prabhakaran. L'application de l'accord a été confiée à une mission de surveillance (Sri Lanka Monitoring Mission - SLMM), composée de Norvégiens, de Suédois, de Finlandais, de Danois et d'Islandais. Si un calme relatif s'est effectivement installé entre 2002 et 2005, l'élection du président sri lankais Mahinda Rajapaksa en novembre de cette année a marqué le retour des combats. Dès son accession au pouvoir, une série d'explosions attribuées au LTTE a ainsi réenclenché le cycle des attaques et des représailles.

6. Conclusion

La guerre civile au Sri Lanka découle de causes profondes. Comme nous l'avons vu, les nationalistes cinghalais et tamouls ont utilisé leur passé historique pour créer des identités irréconciliables. Si les causes premières du conflit ont été économiques et sociales, la confrontation de ces deux nationalismes rend aujourd'hui tout compromis extrêmement difficile à conclure. Le gouvernement sri lankais est aujourd'hui engagé dans son offensive finale contre le LTTE. L'organisation terroriste dispose toutefois encore d'une forte capacité militaire, rendant des combats très incertains. Pas un jour ne passe au Sri Lanka sans que l'armée ou l'organisation terroriste ne clame une victoire sur le terrain. L'absence d'observateurs internationaux au nord de l'île enlève toutefois une grande partie de la crédibilité des bilans communiqués par les deux parties.

²¹ Policy of Denial for Defense Export Licenses for Sri Lanka, Directorate of Defense Trade Controls, 26/12/2007.

http://www.pmdtc.state.gov/suspension_sri_lanka_exportlicenses.htm

²² Cf. supra.

Le nombre des attentats et des morts dans la province du Nord a fortement augmenté depuis la fin du cessez-le-feu. De plus, les victimes civiles continuent à s'entasser dans les camps de réfugiés au Tamil Nadu ou dans le sud de l'île, sans espoir de retour. En dépit des efforts déployés depuis 20 ans par la communauté internationale, il semble donc que les nationalistes au pouvoir à Colombo et les Tigres tamouls aient décidé de mener le conflit jusqu'à l'élimination de l'adversaire. De plus, on peut craindre que cette situation n'encourage les extrémistes musulmans à réclamer à leur tour leur indépendance, quitte à mener une action violente. Dans ces conditions, et alors que le Sri Lanka pourrait être un pays prospère – il affiche une croissance économique annuelle de 7% – il est impossible de prévoir une issue à ce conflit. Rappelons encore que la guerre est déjà responsable de la mort de 70.000 personnes, combattants ou civils, et de la fuite de centaines de milliers d'autres.

Copyright© ESISC 2008
www.esisc.eu